

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	06/08/2018	2018-10825
ENREGISTREMENT	07/11/2018	148640/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 108/2

Séance du mardi 24 juillet 2018

Convention collective de travail adaptant la convention collective de travail n° 108 du 16 juillet 2013 relative au travail temporaire et au travail intérimaire

x x x

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 108/2 DU 24 JUILLET 2018 ADAPTANT LA
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 108 DU 16 JUILLET 2013 RELATIVE AU
TRAVAIL TEMPORAIRE ET AU TRAVAIL INTÉRIMAIRE**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;

Vu la convention collective de travail n° 108 du 16 juillet 2013 relative au travail temporaire et au travail intérimaire, enregistrée le 25 juillet 2013 sous le numéro 116317/CO/300 ;

Considérant que les partenaires sociaux ont procédé à l'évaluation du recours aux contrats de travail intérimaire journaliers successifs conformément à l'article 40 de la convention collective de travail n° 108 du 16 juillet 2013 ;

Considérant l'avis n° 2.091 du 24 juillet 2018 concernant l'évaluation du recours aux contrats de travail intérimaire journaliers successifs ;

Considérant que, dans l'avis n° 2.091, les partenaires sociaux s'engagent à lutter contre le recours inapproprié aux contrats journaliers successifs, et à parvenir, à partir de 2018, à une diminution importante de la part des contrats journaliers successifs dans le nombre total de contrats de travail intérimaire ; qu'à cet effet, il est prévu une diminution macroéconomique globale de cette part de 20 %, échelonnée sur deux ans en 2018 et 2019, et qu'un rapportage trimestriel écrit des données de l'ONSS aux partenaires sociaux sera mis en place à partir du quatrième trimestre de 2018 ;

Considérant qu'il convient d'adapter la convention collective de travail n° 108 du 16 juillet 2013 afin de permettre la réalisation de cet engagement ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations représentant les indépendants et les PME, agréées conformément à la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des PME
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 24 juillet 2018, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I^{ER} – CONTRATS DE TRAVAIL INTÉRIMAIRE JOURNALIERS SUCCESSIFS

Article 1^{er}

Dans l'article 33 de la convention collective de travail n° 108 du 16 juillet 2013 relative au travail temporaire et au travail intérimaire, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le besoin de flexibilité est prouvé par l'utilisateur pour autant que et dans la mesure où le volume de travail chez l'utilisateur dépend de facteurs externes ou le volume de travail fluctue fortement ou est lié à la nature de la mission. »

Article 2

L'article 34 de la même convention est remplacé par ce qui suit :

« Article 34

§ 1^{er}. Le conseil d'entreprise, ou, à défaut de conseil d'entreprise, la délégation syndicale, est informé chaque semestre par l'utilisateur sur le recours aux contrats de travail intérimaire journaliers successifs.

Dans ce cadre, les informations suivantes, portant sur le semestre écoulé, sont mises à la disposition du conseil d'entreprise, ou, à défaut de conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, et ce, une fois au début de chaque semestre, et indépendamment de la date concrète de la concertation sociale :

- 1° Des informations détaillées sur le recours aux contrats journaliers successifs :
 - Le nombre de contrats journaliers successifs au cours du semestre précédent ;
 - Le nombre de travailleurs intérimaires qui ont été occupés avec un contrat journalier successif au cours du semestre précédent.

- 2° La preuve du besoin de flexibilité, qui doit être apportée par l'utilisateur en vertu de l'article 33, en vue d'avoir recours à des contrats journaliers successifs, est étayée statistiquement et peut être complétée par des éléments qui démontrent que l'utilisateur a examiné des alternatives au recours à des contrats journaliers successifs.

- 3° À la demande expresse des représentants des travailleurs du conseil d'entreprise, ou, à défaut, de la délégation syndicale, ceux-ci sont informés du nombre de travailleurs intérimaires par tranche de contrats journaliers successifs.

§ 2. Le conseil d'entreprise, ou, à défaut de conseil d'entreprise, la délégation syndicale, est consulté chaque année sur le recours aux contrats de travail intérimaire journaliers successifs et sur la motivation pour continuer d'avoir recours aux contrats journaliers successifs. Cette obligation d'information et de consultation doit coïncider avec l'une des deux communications semestrielles d'informations telles que prévues au § 1^{er}.

Commentaire

Le nombre de contrats journaliers successifs doit être proportionné par rapport au besoin démontré de flexibilité.

Le nombre de travailleurs intérimaires par tranche de contrats journaliers successifs est communiqué de manière collective et non-nominative. Le modèle indicatif de formulaire qui est annexé à la présente convention peut être utilisé à cette fin. S'il est fait usage d'un système de communication d'informations propre à l'entreprise, il faut au moins inclure les rubriques figurant dans le modèle de formulaire.

L'obligation d'information et de consultation reprise aux §§ 1^{er} et 2 a pour objectif de lutter contre le recours inapproprié aux contrats journaliers successifs. »

Article 3

À l'article 36 de la même convention, les modifications suivantes sont apportées :

1. le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les mêmes informations que celles prévues à l'article 34 de la présente convention sont mises à la disposition des organisations représentatives des travailleurs par le Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires, pour chaque utilisateur concerné et selon la même périodicité. À cet effet, chaque entreprise de travail intérimaire communique les données nécessaires au Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires. » ;

2. le paragraphe 2 est abrogé ;

3. le paragraphe 3 devient le paragraphe 2.

Article 4

L'article 40 de la même convention est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette évaluation est réalisée notamment sur la base du rapportage trimestriel écrit des données de l'ONSS au Conseil national du Travail. »

Commentaire

Pour apprécier le respect de l'engagement des partenaires sociaux, il est prévu un rapportage trimestriel écrit des données de l'ONSS au Conseil national du Travail.

CHAPITRE II – DISPOSITION PARTICULIÈRE

Article 5

Par dérogation à l'article 2 de la présente convention, la première communication d'informations à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention porte sur le quatrième trimestre de l'année 2018.

Commentaire

En ce qui concerne la mise à disposition d'informations telle que prévue au paragraphe 1^{er} du nouvel article 34 de la présente convention, la première communication d'informations à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention porte sur le quatrième trimestre de l'année 2018, vu la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS FINALES

Article 6

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} octobre 2018.

Elle a la même durée de validité et pourra être révisée ou dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie. Elle pourra être révisée ou dénoncée, en tout ou en partie, à la demande de la partie signataire le plus diligente, moyennant un préavis de six mois. L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatre juillet deux mille dix-huit.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

Annexe

Modèle indicatif de formulaire concernant les contrats journaliers successifs par tranche (exécution de l'article 34, § 1^{er}, 3^o de la convention collective de travail n° 108)

**Nom de l'entreprise (utilisatrice) :
Commission(s) paritaire(s) :**

Numéro d'entreprise :

Période (semestre) :

Nom de l'entreprise de travail intérimaire :

Numéro d'agrément :

Nombre de travailleurs intérimaires avec des contrats journaliers successifs (CJS) :

De 2 à 15 CJS :

De 16 à 30 CJS :

De 31 à 45 CJS :

Plus de 45 CJS :

Le cas échéant :

Nom de l'entreprise de travail intérimaire 2 :

Numéro d'agrément :

Nombre de travailleurs intérimaires avec des contrats journaliers successifs (CJS) :

De 2 à 15 CJS :

De 16 à 30 CJS :

De 31 à 45 CJS :

Plus de 45 CJS :

(...)

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	06/08/2018	2018-10825
REGISTRATIE	07/11/2018	148640/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 108/2

Zitting van dinsdag 24 juli 2018

Collectieve arbeidsovereenkomst tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108 van 16 juli 2013 betreffende de tijdelijke arbeid en de uitzendarbeid

x x x

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 108/2 VAN 24 JULI 2018 TOT AANPAS-
SING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 108 VAN 16 JULI 2013
BETREFFENDE DE TIJDELIJKE ARBEID EN DE UITZENDARBEID**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108 van 16 juli 2013 betreffende de tijdelijke arbeid en de uitzendarbeid geregistreerd op 25 juli 2013 onder het nummer 116317/CO/300;

Overwegende dat de sociale partners overgegaan zijn tot de evaluatie van het gebruik van opeenvolgende dagcontracten voor uitzendarbeid overeenkomstig artikel 40 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108 van 16 juli 2013;

Overwegende het advies nr. 2.091 van 24 juli 2018 betreffende de evaluatie van het gebruik van opeenvolgende dagcontracten voor uitzendarbeid;

Overwegende dat de sociale partners zich in het advies nr. 2.091 engageren om het oneigenlijk gebruik van opeenvolgende dagcontracten te bestrijden en vanaf 2018 te komen tot een aanzienlijke vermindering van het aandeel opeenvolgende dagcontracten in het totaal aantal uitzendcontracten. Daartoe wordt een globale, macro-economische vermindering van dit aandeel met 20% gespreid over 2 jaar in 2018 en 2019 vooropgesteld en volgt er vanaf het 4^{de} kwartaal 2018 een trimestriële schriftelijke rapportering van de RSZ-gegevens aan de sociale partners.

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108 van 16 juli 2013 moet worden aangepast om de verwezenlijking van dit engagement mogelijk te maken;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties die de zelfstandigen en de kmo's vertegenwoordigen, die zijn erkend overeenkomstig de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de kmo's
- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 24 juli 2018 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - OPEENVOLGENDE DAGCONTRACTEN VOOR UITZENDARBEID

Artikel 1

In artikel 33 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108 van 16 juli 2013 betreffende de tijdelijke arbeid en de uitzendarbeid wordt § 3 vervangen als volgt:

"§ 3. De nood aan flexibiliteit wordt door de gebruiker bewezen voor zover en in de mate dat het werkvolume bij de gebruiker afhankelijk is van externe factoren of het werkvolume sterk fluctueert of gekoppeld is aan de aard van de opdracht."

Artikel 2

Artikel 34 van dezelfde overeenkomst wordt vervangen als volgt:

“Artikel 34

§ 1. De ondernemingsraad of, bij ontstentenis van een ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging, wordt elk semester door de gebruiker geïnformeerd over het gebruik van opeenvolgende dagcontracten voor uitzendarbeid.

In dit kader wordt één keer bij het begin van elk semester volgende informatie van het afgelopen semester ter beschikking gesteld van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis van een ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging, ongeacht de concrete datum van het sociaal overleg:

1° Gedetailleerde informatie over het gebruik van opeenvolgende dagcontracten:

- Het aantal opeenvolgende dagcontracten in voorgaand semester
- Het aantal uitzendkrachten dat in voorgaand semester met een opeenvolgend dagcontract werd tewerkgesteld.

2° Het door de gebruiker volgens artikel 33 aan te leveren bewijs voor de nood aan flexibiliteit om gebruik te maken van opeenvolgende dagcontracten, wordt statistisch onderbouwd en kan aangevuld worden met elementen die aantonen dat de gebruiker alternatieven heeft onderzocht voor het gebruik van opeenvolgende dagcontracten.

3° Op uitdrukkelijk verzoek van de werknemersvertegenwoordigers van de ondernemingsraad, of bij ontstentenis, de vakbondsafvaardiging, worden deze geïnformeerd over het aantal uitzendkrachten per schijf van opeenvolgende dagcontracten.

§ 2. De ondernemingsraad of, bij ontstentenis van een ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging, wordt jaarlijks geraadpleegd over het gebruik van opeenvolgende dagcontracten voor uitzendarbeid en de motivatie om blijvend gebruik te maken van opeenvolgende dagcontracten. Deze informatie- en raadplegingsverplichting moet samenvallen met één van de twee semestriële informatieverstrekkingen zoals voorzien in § 1.

Commentaar

Het aantal opeenvolgende dagcontracten moet proportioneel zijn ten opzichte van de aangetoonde nood aan flexibiliteit.

Het aantal uitzendkrachten per schijf van opeenvolgende dagcontracten wordt collectief en niet-nominatief meegedeeld. Het indicatief modelformulier dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd, kan hiervoor gebruikt worden. Indien gebruik wordt gemaakt van een bedrijfseigen systeem van informatieverstrekking moeten minstens de in het modelformulier opgenomen rubrieken worden weergegeven.

De informatie- en raadplegingsverplichting opgenomen in § 1 en § 2 heeft de bedoeling om het oneigenlijk gebruik van opeenvolgende dagcontracten te bestrijden."

Artikel 3

In artikel 36 van dezelfde overeenkomst worden volgende wijzigingen aangebracht:

1. § 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1 Dezelfde informatie zoals bepaald in artikel 34 van deze overeenkomst wordt voor elke betrokken gebruiker en volgens dezelfde periodiciteit door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten ter beschikking gesteld van de representatieve werknemersorganisaties. Daartoe bezorgt elk uitzendkantoor de nodige gegevens aan het Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten.";

2. § 2 wordt opgeheven;

3. § 3 wordt § 2.

Artikel 4

In artikel 40 van dezelfde overeenkomst wordt een tweede alinea ingevoegd, luidende:

“Deze evaluatie gebeurt op basis van onder meer de trimestriële schriftelijke rapportering van de RSZ-gegevens aan de Nationale Arbeidsraad.”

Commentaar

Om de naleving van het engagement van de sociale partners te beoordelen wordt voorzien in een trimestriële schriftelijke rapportering van de RSZ-gegevens aan de Nationale Arbeidsraad.

HOOFDSTUK II - BIJZONDERE BEPALING

Artikel 5

In afwijking van artikel 2 van deze overeenkomst, heeft de eerste informatieverstrekking vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst betrekking op het vierde kwartaal van 2018.

Commentaar

Wat betreft het ter beschikking stellen van informatie zoals bepaald in § 1 van het nieuwe artikel 34 van deze overeenkomst, heeft de eerste informatieverstrekking vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst betrekking op het vierde kwartaal van 2018, gelet op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK III - SLOTBEPALINGEN

Artikel 6

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 oktober 2018.

Ze heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden herzien of opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt. Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op vierentwintig juli tweeduizend achttien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

Bijlage

Indicatief modelformulier opeenvolgende dagcontracten per schijf (uitvoering art. 34, §1, 3° van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108)

Naam onderneming (gebruiker):
Paritair comité(s):

Ondernemingsnummer:

Periode (semester):

Naam uitzendkantor:

Erkenningsnummer:

Aantal uitzendkrachten met opeenvolgende dagcontracten (ODC)

2 tot 15 ODC :

16 tot 30 ODC:

31 tot 45 ODC:

Meer dan 45 ODC:

In voorkomend geval:

Naam uitzendkantor 2:

Erkenningsnummer:

Aantal uitzendkrachten met opeenvolgende dagcontracten (ODC)

2 tot 15 ODC :

16 tot 30 ODC:

31 tot 45 ODC:

Meer dan 45 ODC:

(...)